

Etablissement public du parc national des Calanques  
Décision individuelle

N° DI-2018- 093

*Pétitionnaire* : Julie BIYAMOU, présidente de l'association EVENTS SPORT & SANTE  
*Nature de la demande* : Manifestation publique / sportive  
*Localisation* : Baumettes à Sormiou

**Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Calanques,**

**Vu** le code de l'Environnement, notamment ses articles L.581-4, L. 331-4-1, R. 331-19-1 et R. 331-68 ;

**Vu** le décret n° 2012-507 du 18 avril 2012 modifié créant le Parc national des Calanques et notamment son article 15 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 mars 2012 portant application de l'article R. 331-19-1 du code de l'Environnement ;

**Vu** la charte du Parc national des Calanques – Volume II fixant les modalités d'application de la réglementation (MARCoeur), notamment le MARCoeur 26 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 avril 2013 portant nomination du directeur de l'Établissement public du Parc national des Calanques,

**Considérant** la demande formulée par Jean-Yves FAUCHON, co-président du Comité départemental FSGT 13, en date du 2/01/2018 ;

**Considérant** que la manifestation a fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 ;

**Considérant** que les activités projetées sont conformes aux dispositions des textes susvisés,

**ARRETE**

**Article 1 : Bénéficiaire**

L'association EVENTS SPORT & SANTE, représentée par Julie BIYAMOU, est autorisée à organiser les randonnées pédestres dénommées « Randonnées des Calanques », **le 26 mai et le 10 juin 2018**, dans le cœur du Parc national des Calanques, dans les Calanques, au départ des Baumettes et à l'arrivée de Sormiou.

**Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1. **Organisation / Seuil de participation** : limiter strictement le nombre de participants à 25 personnes par randonnée ; mettre en œuvre les moyens pour dissuader la participation de personnes non inscrites ;
2. **Communication / Sensibilisation des participants, des organisateurs et du public** : rappeler la réglementation qui s'impose dans le Parc national des Calanques relative, notamment à la flore et à la faune, au calme et à la tranquillité des lieux ; informer de l'interdiction de campement et de bivouac ;
3. **Communication visuelle** : respecter l'interdiction de publicité en site classé ;

4. **Communication sonore** : ne recourir à aucune diffusion sonore susceptible de perturber le calme et la tranquillité des lieux et déranger les espèces présentes ;
5. **Impact sur le milieu naturel** : ne procéder à aucun stationnement, aménagement, installation ou défrichement de quelque nature que ce soit sur le site ;
6. **Parcours** : respecter les itinéraires communiqués dans le dossier, éviter toutes divagations hors sentiers balisés ;
7. **Déchets** : proscrire tout abandon de déchets par les participants ; assurer le nettoyage complet des parcours et des lieux dès l'issue de la manifestation ;
8. **Risque d'incendie** : faire respecter l'interdiction de tout usage du feu dont celle de fumer.

**Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée pour **le 26 mai et le 10 juin 2018**, de 9h à 16h.

**Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente autorisation peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'Environnement.

**Article 5 : Sanctions**

Le non-respect de la présente autorisation expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

**Article 6 : Autres obligations**

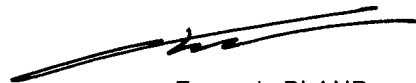
La présente autorisation est délivrée au titre de la réglementation du Parc national des Calanques et ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire et aux autres autorisations nécessaires à l'organisation de la manifestation.

**Article 7 : Publication**

La présente autorisation sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Calanques (cf. site : [www.calanques-parcnational.fr](http://www.calanques-parcnational.fr)).

À Marseille, le 24 avril 2018,

Le Directeur,



François BLAND

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le Tribunal administratif de Marseille territorialement compétent.